

No. 44260

**France
and
Republic of Korea**

Agreement on social security between the Government of the French Republic and the Government of the Republic of Korea. Paris, 6 December 2004

Entry into force: *1 June 2007 by notification, in accordance with article 25*

Authentic texts: *French and Korean*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *France, 27 August 2007*

**France
et
République de Corée**

Accord de sécurité sociale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Corée. Paris, 6 décembre 2004

Entrée en vigueur : *1er juin 2007 par notification, conformément à l'article 25*

Textes authentiques : *français et coréen*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : *France, 27 août 2007*

[FRENCH TEXT – TEXTE FRANÇAIS]

ACCORD

DE SECURITE SOCIALE

ENTRE

LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE FRANCAISE

ET

LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE DE COREE

Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Corée,

Désireux de régler les relations entre leurs deux Etats en matière de sécurité sociale, sont convenus de ce qui suit :

TITRE Ier DISPOSITIONS GENERALES

Article Ier Définitions

Aux fins du présent accord,

1. L'expression « territoire d'un Etat contractant » désigne, conformément au droit international :

- en ce qui concerne la France : les départements européens et d'outre-mer de la République française, y compris leurs eaux territoriales ainsi que la zone située au delà de la mer territoriale sur laquelle la France peut exercer des droits souverains aux fins d'exploration et d'exploitation, de conservation et de gestion des ressources naturelles biologiques et non biologiques ;
- en ce qui concerne la Corée : le territoire de la République de Corée, y compris ses eaux territoriales ainsi que la zone située au delà de la mer territoriale sur laquelle la République de Corée peut exercer des droits souverains ou sa juridiction

2. Le terme « ressortissant » désigne :

- en ce qui concerne la France : une personne de nationalité française ;
- en ce qui concerne la Corée : un ressortissant de la République de Corée tel que le définit la loi sur la nationalité.

3. Le terme « travailleur salarié » désigne, en ce qui concerne la France, toute personne exerçant une activité salariée ou assimilée au sens de la législation française de sécurité sociale et, en ce qui concerne la Corée, toute personne reconnue comme travailleur salarié au sens de la législation coréenne de sécurité sociale.

4. Le terme « travailleur non salarié » désigne une personne définie ou reconnue comme non salariée au sens de la législation française ou de la législation coréenne de sécurité sociale.

5. Le terme « législation » désigne les lois et règlements spécifiés à l'article 2.

6. L'expression « autorité compétente » désigne :

- en ce qui concerne la France : les ministres chargés, chacun en ce qui le concerne de la mise en œuvre des législations mentionnées au paragraphe 1a de l'article 2 ;
- en ce qui concerne la Corée : les ministres chargés, chacun en ce qui le concerne de la mise en œuvre des législations mentionnées au paragraphe 1b de l'article 2.

7. L'expression « institution compétente » désigne :

- en ce qui concerne la France, l'administration ou l'organisme chargé, en tout ou partie, de l'application des législations mentionnées au paragraphe 1a de l'article 2 ,
- en ce qui concerne la Corée, l'administration ou l'organisme chargé, en tout ou partie, de l'application des législations mentionnées au paragraphe 1b de l'article 2.

8 L'expression « période d'assurance » désigne toute période de versement de cotisations définie comme période d'assurance par la législation sous laquelle cette période a été accomplie ou est considérée comme accomplie ainsi que toute période assimilée à cette période dans la mesure où elle est reconnue par cette législation comme équivalent à une période d'assurance. N'est plus considérée comme période d'assurance la période déjà prise en compte par le reversement de cotisations

9 Le terme « prestation » désigne toute prestation en espèces ou en nature à caractère contributif prévue par la législation de l'un ou de l'autre des Etats contractants.

10 Le terme « apatride » désigne toute personne définie comme apatride par l'article 1er de la convention de New York relative au statut des apatrides du 28 septembre 1954

11 Le terme « réfugié » désigne une personne définie comme réfugiée par l'article 1er de la convention de Genève relative au statut des réfugiés du 28 juillet 1951 ainsi que par le protocole à cette convention en date du 31 janvier 1967

12 L'expression « langue officielle » désigne pour la France la langue française et pour la Corée la langue coreenne

13 Tout terme, non défini au présent article, a le sens que lui confère la législation applicable

Article 2 **Champ d'application matériel**

1 Le présent accord est applicable

a) En France à

- i) la législation fixant l'organisation de la sécurité sociale ;
- ii) la législation fixant le régime des assurances sociales applicables :
 - aux travailleurs salariés des professions non agricoles ,
 - aux travailleurs salariés des professions agricoles ,
- iii) la législation relative à la prévention et à la réparation des accidents du travail et de maladies professionnelles , la législation sur l'assurance contre les accidents du travail et les maladies professionnelles des non salariés agricoles ;
- iv) la législation relative aux prestations familiales ,
- v) les législations relatives aux régimes spéciaux de sécurité sociale en tant qu'ils concernent les risques et prestations couverts par les législations énumérées ci-dessus, à l'exclusion toutefois du régime spécial de la fonction publique ;

vi) la législation sur l'assurance maladie et maternité pour les non salariés des professions non agricoles et la législation sur l'assurance maladie et maternité pour les non salariés des professions agricoles ;
vii) la législation sur les allocations vieillesse et l'assurance vieillesse pour les non salariés des professions non agricoles, la législation concernant l'assurance vieillesse et invalidité pour les membres du clergé et des Ordres religieux, la législation sur l'assurance vieillesse pour les avocats et la législation sur l'assurance vieillesse pour les non salariés des professions agricoles.

b) En Corée à :

- i) la législation sur les pensions nationales ;
- ii) la législation sur la réparation des accidents du travail ;
- iii) la législation sur l'assurance maladie publique.

2. Le présent accord exclut, s'agissant de la législation française, les dispositions conventionnelles et les régimes dont la création est laissée à l'initiative des intéressés en matière de retraite complémentaire.

3. Par dérogation aux dispositions du paragraphe 1 a, ii, iii du présent article, le présent accord ne s'applique pas aux dispositions de la législation française qui étendent aux ressortissants français qui travaillent ou ont travaillé en dehors du territoire français le droit d'adhérer à une assurance volontaire.

4. Le présent accord s'appliquera également aux actes législatifs modifiant ou complétant les législations spécifiées au paragraphe 1 ; toutefois, elle ne s'appliquera aux actes législatifs à venir d'un Etat contractant créant de nouvelles catégories de bénéficiaires que s'il n'y a pas opposition de l'autorité compétente de cet Etat contractant notifiée à l'autorité compétente de l'autre Etat contractant par écrit et dans un délai de trois mois à compter de la date de publication officielle du nouvel acte législatif.

5. Sauf dispositions contraires prévues par le présent accord, les actes législatifs au sens du paragraphe 1 ne comprennent pas les actes de sécurité sociale pris en application des traités instituant les Communautés européennes ou les autres accords internationaux pouvant être en vigueur entre l'un ou l'autre des Etats contractants et un Etat tiers, ni les lois ou règlements promulgués aux fins de leur application.

Article 3 **Champ d'application personnel**

Sauf dispositions contraires prévues par le présent accord, celui-ci s'applique :

- a) aux travailleurs salariés et non salariés, quelle que soit leur nationalité, et aux réfugiés ou apatrides, tels que définis à l'article 1^{er}, qui sont ou ont été soumis aux législations visées à l'article 2 et
- b) aux ayants droit et aux survivants des personnes mentionnées à l'alinéa a.

Article 4
Egalité de traitement

1. Les ressortissants de l'un des Etats contractants, les réfugiés et apatrides, qui sont ou ont été soumis à la législation de l'un ou l'autre des Etats contractants et qui résident sur le territoire de l'autre Etat contractant, bénéficient ainsi que leurs ayants droits d'un traitement égal à celui qui est accordé aux ressortissants de l'autre Etat contractant en application de la législation de cet autre Etat, telle que définie à l'article 2, sous réserve de dispositions particulières contenues dans le présent accord.

2. Toutefois l'adhésion au régime d'assurance maladie public coréen est facultative pour les ressortissants français résidant en Corée

TITRE II

DISPOSITIONS RELATIVES A LA LEGISLATION APPLICABLE

Article 5
Règles générales concernant les travailleurs salariés

1 Les travailleurs occupés sur le territoire d'un Etat contractant sont soumis uniquement à la législation de cet Etat contractant, même s'ils ne résident pas sur le territoire de cet Etat ou si les entreprises ou les employeurs qui les occupent n'ont pas leur siège ou leur domicile sur le territoire de cet Etat

2. Le personnel navigant des entreprises publiques ou privées de transports aériens internationaux de l'un des Etats contractants est soumis exclusivement à la législation de l'Etat contractant où l'entreprise a son siège Toutefois la personne occupée par une succursale ou une représentation permanente que ladite entreprise possède sur le territoire autre que celui où elle a son siège est soumise à la législation de l'Etat sur lequel se trouve cette succursale ou cette représentation permanente.

Article 6
Règles générales concernant les travailleurs non salariés

Les travailleurs non salariés occupés sur le territoire d'un Etat contractant sont soumis à la législation de cet Etat même s'ils ne résident pas sur le territoire de cet Etat

Article 7
Personnel diplomatique et consulaire
Fonctionnaires et autres catégories d'agents de l'Etat

1. Le présent accord n'affecte pas les dispositions de la convention de Vienne sur les relations diplomatiques du 18 avril 1961 ni celles de la convention de Vienne sur les relations consulaires du 24 avril 1963

2. Les ressortissants d'un Etat contractant employés par le Gouvernement de cet Etat contractant sur le territoire de l'autre Etat contractant, mais qui ne sont pas exclus de l'application de la législation de l'autre Etat contractant en vertu des conventions mentionnées au paragraphe 1, sont soumis uniquement à la législation du premier Etat contractant. Aux fins du présent paragraphe, la notion d'emploi par le Gouvernement d'un Etat contractant comprend l'emploi des fonctionnaires civils et militaires et des personnels assimilés ainsi que des salariés au service du Gouvernement de cet Etat contractant ou d'un organisme dépendant du Gouvernement de cet Etat contractant, exercé sur le territoire de l'autre Etat contractant.

Pour l'application du présent paragraphe, la notion d'emploi par le Gouvernement coréen comprend également l'emploi par les autorités locales de la République de Corée

Article 8

Règles concernant le détachement des travailleurs salariés

1. Le travailleur salarié occupé par une entreprise établie sur le territoire d'un Etat contractant, qui est détaché par son employeur afin d'effectuer un travail, pour le compte de celui-ci, sur le territoire de l'autre Etat contractant pour une durée prévisible n'excédant pas au total 36 mois, reste soumis, pour l'ensemble des risques pendant la durée du détachement, à la législation de sécurité sociale visée à l'article 2 du premier Etat contractant, comme s'il exerçait cette activité sur le territoire de cet Etat.

2. Toutefois, si la durée du travail à accomplir pour le même employeur se prolonge au-delà de la durée initialement prévue au paragraphe 1 du présent article, la législation du premier Etat contractant demeure applicable pour une nouvelle durée fixée dans la limite de 36 mois, d'un commun accord par les autorités compétentes des deux Etats ou des organismes qu'elles ont désignés à cet effet

3. Les dispositions des paragraphes précédents s'appliquent également au travailleur salarié qui a été détaché par son employeur depuis un Etat contractant sur le territoire d'un Etat tiers et qui est ensuite détaché par ce même employeur, depuis cet Etat tiers, sur le territoire de l'autre Etat contractant

Article 9

Exceptions aux dispositions des articles 5 à 8

Les autorités compétentes des deux Etats contractants, ou les institutions qu'elles désignent, peuvent prévoir d'un commun accord des exceptions aux dispositions du présent titre en faveur d'une personne ou d'une catégorie de personnes, à la condition que le ou les intéressés soient soumis à la législation d'un Etat contractant.

Article 10

Obligation d'assurance contre le risque maladie et accident du travail pour les travailleurs salariés détachés de Corée en France

La validité du détachement du travailleur salarié prévu aux articles 8 et 9 du présent accord est subordonnée à la souscription, par l'employeur qui le détache ou par l'employeur qui l'accueille en France, d'une assurance lui garantissant, ainsi qu'aux ayants droit qui l'accompagnent, la prise en charge de l'ensemble des frais médicaux, y compris les frais d'hospitalisation, pendant toute la durée de son séjour sur le territoire de l'Etat de détachement.

De même, pour le travailleur salarié qui ne bénéficie pas de la protection contre les accidents du travail et les maladies professionnelles prévue par le régime coréen d'accident du travail, l'employeur devra justifier de la souscription d'une autre assurance. A défaut de telles assurances, les dispositions de l'article 5 du présent accord s'appliquent.

TITRE III

DISPOSITIONS RELATIVES AUX PRESTATIONS D'INVALIDITE, DE VIEILLESSE ET DE SURVIVANTS

Chapitre 1 : Dispositions communes

Article 11

Totalisation

1. Lorsque la législation d'un Etat contractant soumet l'ouverture ou le maintien du droit aux prestations à l'accomplissement de périodes d'assurance, d'immatriculation ou d'emploi, l'institution compétente de cet Etat tient compte des périodes d'assurance, d'immatriculation ou d'emploi accomplies sous la législation de l'autre Etat contractant, comme si elles avaient été accomplies sous la législation que cette institution applique, pour autant que ces périodes ne se superposent pas.

2. Si en application de la législation de l'un des deux Etats, l'octroi de certaines prestations est subordonné à la condition que les périodes d'assurance aient été accomplies dans une profession ou un emploi déterminé, les périodes d'assurance acquises en vertu de la législation de l'autre Etat ne sont prises en compte pour déterminer l'ouverture du droit à ces prestations que si elles ont été accomplies dans la même profession ou le même emploi.

Article 12
Versement des prestations

1. Les prestations acquises en vertu de la législation d'un Etat contractant sont versées directement aux personnes concernées, même si elles ne résident plus sur le territoire d'un Etat contractant.
2. Les prestations en espèces d'invalidité, de vieillesse ou de survivant, les rentes d'accidents du travail et de maladies professionnelles et allocations de décès accordées ne peuvent faire l'objet d'aucune limitation, réduction, modification, suspension, annulation ou forclusion au seul motif que l'intéressé réside sur le territoire de l'autre Etat contractant.
3. Les prestations mentionnées au paragraphe 2 ci-dessus, accordées en application de la législation d'un Etat contractant sont versées aux ressortissants de l'autre Etat contractant résidant habituellement sur le territoire d'un Etat tiers, dans les mêmes conditions qu'aux ressortissants du premier Etat contractant résidant sur le territoire d'un Etat tiers.
4. Les institutions débitrices de prestations en vertu du présent accord s'en libèrent valablement dans la monnaie de leur Etat.

Chapitre 2 : Dispositions propres à la France

Article 13
Prestations d'invalidité, de vieillesse et survivants
- Liquidations-

1. L'institution compétente liquide de la façon suivante les prestations du travailleur salarié ou non salarié qui a été soumis successivement ou alternativement aux législations des deux Etats contractants ou des survivants de ce travailleur :
 - a) Lorsque les conditions requises par la législation appliquée par l'institution compétente pour avoir droit aux prestations sont satisfaites sans qu'il soit nécessaire de faire application des dispositions de l'article 11 du présent accord, cette institution calcule le montant de la prestation qui serait due :
 - d'une part en vertu des seules dispositions de la législation appliquée,
 - d'autre part en application des dispositions du b) ci-dessous,et accorde à l'intéressé la prestation dont le montant est le plus élevé.
 - b) Lorsque les conditions requises par la législation appliquée par l'institution compétente pour avoir droit aux prestations ne sont satisfaites qu'après application des dispositions de l'article 11 du présent accord, cette institution calcule le montant théorique de la prestation à laquelle l'intéressé pourrait prétendre si toutes les périodes d'assurance accomplies sous les législations des Etats

contractants avaient été accomplies sous la législation qu'elle applique à la date de la liquidation.

L'institution compétente établit ensuite le montant effectif de la prestation accordée à l'intéressé sur la base du montant théorique visé ci-dessus, au prorata de la durée des périodes d'assurance accomplies avant la réalisation du risque sous la législation qu'elle applique par rapport à la durée totale des périodes d'assurance accomplies avant la réalisation du risque sous les législations des deux Etats contractants.

2. Si la durée totale des périodes d'assurance accomplies sous la législation des deux Etats contractants est supérieure à la durée maximale requise par la législation qu'applique l'institution compétente pour le bénéfice d'une prestation complète, celle-ci prend en considération cette durée maximale au lieu de la durée totale desdites périodes pour l'application des dispositions du b) deuxième alinéa du paragraphe 1 du présent article.

3. Si la durée totale des périodes d'assurance accomplies sous la législation française n'atteint pas une année, l'institution compétente n'est pas tenue d'accorder les prestations au titre desdites périodes, sauf si, en vertu de ces seules périodes, un droit à prestations est acquis au regard de cette législation. Dans ce cas, le droit est liquidé en fonction de ces seules périodes. Néanmoins, ces périodes peuvent être prises en considération pour l'ouverture des droits par totalisation, au regard de la législation coréenne.

Article 14

Prestations d'invalidité, de vieillesse et de survivants

-Périodes d'assurance -

1. Lorsque la législation française subordonne le droit à un avantage de vieillesse, de survivant ou d'invalidité à la condition que les périodes d'assurance aient été accomplies dans un délai déterminé, cette condition est réputée remplie lorsque les périodes d'assurance accomplies sous la législation coréenne l'ont été dans le même délai.

2. Lorsque, en application de la législation française, la liquidation de la prestation de vieillesse, de survivant ou d'invalidité s'effectue sur la base du salaire ou revenu moyen de tout ou partie de la période d'assurance, le salaire ou revenu moyen pris en considération pour le calcul de la prestation est déterminé d'après les salaires ou revenus constatés pendant la période d'assurance accomplie sous la législation française.

Article 15

Prestations de vieillesse et de survivants

-Liquidations successives-

1. Lorsque l'assuré ne remplit pas, à un moment donné, la condition d'âge requise par les législations des deux Etats contractants, mais satisfait seulement à la condition d'âge de l'une d'entre elles, le montant des prestations dues au titre de la législation au regard de laquelle le droit est ouvert est calculé conformément aux dispositions de l'article 13, paragraphe 1 a) ou b) selon le cas.

2. Les dispositions du paragraphe 1 sont également applicables lorsque l'assuré réunit, à un moment donné, les conditions requises par les législations d'assurance vieillesse des

deux Etats contractants, mais a usé de la possibilité offerte par la législation de l'un des Etats contractants de différer la liquidation de ses droits à prestations

3. Lorsque la condition d'âge requise par la législation de l'autre Etat se trouve remplie ou lorsque l'assuré demande la liquidation de ses droits qu'il avait différée au regard de la législation de l'un des Etats contractants, il est procédé à la liquidation de la prestation due au titre de cette législation, dans les termes de l'article 13, paragraphe 1 a) ou b) selon le cas

Chapitre 3 : Dispositions propres à la Corée

Article 16 prestations

1. Pour bénéficier des prestations d'invalidité ou de survivants, la condition requise par la législation coréenne, selon laquelle la personne doit être assurée lorsque l'événement couvert survient, est considérée comme étant remplie si la personne a été assurée pour les mêmes risques en vertu de la législation française

2. Les paragraphes 1 et 2 de l'article 11 et le paragraphe 1 du présent article ne sont applicables, pour l'ouverture des droits aux prestations de vieillesse, d'invalidité et de survivants, que si l'assuré a accompli au moins une période de 12 mois d'assurance en vertu de la législation coréenne

3. Si les périodes d'assurance reconnues en vertu de la législation française sont prises en compte pour déterminer l'ouverture du droit à prestations en vertu de la législation coréenne conformément aux dispositions de l'article 11 et du paragraphe 1 du présent article, les prestations dues sont calculées comme suit :

- a) l'institution compétente coréenne calcule d'abord un montant de pension équivalant au montant qui aurait été dû à la personne si toutes les périodes d'assurance reconnues en vertu de la législation des deux Etats contractants avaient été accomplies sous la législation coréenne. Pour établir le montant de la pension, l'Institution coréenne prend en compte la moyenne des revenus normaux mensuels de la personne lorsqu'elle était assurée en vertu de la législation coréenne.
- b) l'institution compétente coréenne calcule les prestations partielles à verser, conformément aux dispositions de la législation coréenne, à partir du montant de pension fixé conformément aux dispositions de l'alinéa précédent, au prorata de la durée des périodes d'assurance prises en compte en vertu de sa propre législation par rapport à l'ensemble des périodes d'assurance prises en compte en vertu de la législation des deux Etats contractants.

4. Un remboursement forfaitaire est accordé aux ressortissants de l'autre Etat contractant dans les mêmes conditions qu'aux ressortissants coréens

5. Les dispositions de la législation coréenne limitant l'octroi de prestations d'invalidité ou de survivants dans l'hypothèse où l'assuré, qui remplit les autres conditions d'ouverture

des droits, n'a pas payé les cotisations s'appliquent, nonobstant les dispositions de l'article 11, en prenant en compte les seules dispositions de la législation coréenne.

TITRE IV

DISPOSITIONS RELATIVES AUX PRESTATIONS FAMILIALES FRANCAISES

Article 17

Prestations familiales pour les travailleurs détachés

Les travailleurs maintenus au régime français de sécurité sociale en application des articles 8 et 9 qui sont détachés en Corée bénéficient, pour leurs enfants qui les accompagnent, des prestations familiales françaises, telles qu'elles sont énumérées dans l'arrangement administratif d'application du présent accord

TITRE V

DISPOSITIONS DIVERSES

Article 18

Libre transfert

Nonobstant toutes dispositions internes en matière de réglementation des changes, les deux Gouvernements s'engagent mutuellement à n'apporter aucun obstacle au libre transfert des sommes correspondant à l'ensemble des règlements financiers rattachés à des opérations de protection sociale soit en application du présent accord, soit en application de la législation interne de chaque Etat contractant concernant les travailleurs salariés et non salariés, notamment au titre des assurances volontaires et des régimes de retraites complémentaires

Article 19

Sauvegarde du droit à prestations

1. Les dispositions du présent accord ne s'appliquent qu'aux demandes de prestations présentées à partir de sa date d'entrée en vigueur.
2. Si l'intéressé a présenté une demande de prestations par écrit auprès de l'institution compétente de l'un des Etats contractants et n'a pas expressément limité sa demande aux prestations prévues par la législation dudit Etat, sa demande sauvegarde également ses droits en vertu de la législation de l'autre Etat contractant, s'il fournit des informations indiquant que la personne ouvrant droit aux prestations a été soumise à la législation de l'autre Etat contractant

Article 20

Dépôt des demandes, recours ou documents

Les demandes, recours ou autres documents qui auraient dû, en vertu de la législation de l'un des Etats contractants, être déposés auprès d'une institution compétente dudit Etat dans un délai déterminé sont recevables s'ils sont déposés dans le même délai auprès d'une institution compétente ou de l'organisme de liaison de l'autre Etat contractant. Dans ce cas, l'institution compétente ou l'organisme de liaison auprès duquel les demandes, recours ou documents ont été déposés doit indiquer la date de réception du document et le transmettre sans retard à l'institution compétente ou l'organisme de liaison de l'autre Etat contractant.

Article 21

Assistance et arrangement administratif

1. Les autorités compétentes et les institutions des Etats contractants se prêtent, dans leur ressort respectif, leurs bons offices dans la mise en œuvre du présent accord. Cette assistance est exempte de frais, sous réserve d'exceptions devant faire l'objet d'un accord dans l'arrangement administratif
2. Les autorités compétentes des deux Etats contractants .
 - a) concluent un arrangement administratif et tous autres arrangements administratifs nécessaires pour l'application du présent accord.
 - b) se communiquent toutes informations concernant les mesures prises pour l'application du présent accord.
 - c) se communiquent dès que possible toutes informations concernant toutes les modifications apportées à leurs législations respectives qui seraient susceptibles d'affecter l'application du présent accord.
3. Des organismes de liaison sont désignés dans l'arrangement administratif en vue de l'application du présent accord.

Article 22

Correspondance, exemption des frais et certification des documents

1. Les autorités compétentes et institutions des Etats contractants correspondent directement entre elles et avec toute personne, quel que soit son lieu de résidence, en tant que de besoin pour l'application du présent Accord. La correspondance se fait dans la langue de l'expéditeur.
2. Les demandes ou documents ne peuvent être rejetées pour le motif qu'ils sont rédigés dans la langue officielle de l'autre Etat contractant.
3. Sauf dispositions contraires de la législation nationale de l'un des Etats contractants, toute information concernant une personne, transmise en vertu du présent accord à cet Etat contractant par l'autre Etat contractant, est utilisée aux seules fins d'application du présent accord. Les informations de ce type, transmises à un Etat contractant, sont traitées

conformément à la législation nationale de cet Etat contractant, en matière de protection de la vie privée et de confidentialité des données personnelles.

4. Les exemptions ou réductions de taxes, timbres, ou autres droits prévus par la législation de l'un des Etats contractants pour les documents à produire en application de la législation dudit Etat, sont étendues aux documents correspondants à produire aux autorités ou institutions compétentes de l'autre Etat contractant en application du présent accord.

5. Les documents et certificats soumis aux autorités compétentes et institutions de l'autre Etat compétent en application du présent accord sont dispensés de l'authentification ou de la légalisation par les autorités diplomatiques ou consulaires.

6. Les copies de documents certifiés conformes par une institution compétente de l'un des Etats contractants sont reconnues comme copies conformes par une institution compétente de l'autre Etat contractant sans autre attestation. L'institution compétente de chaque Etat contractant est juge en dernier ressort de la valeur des éléments de preuve qui lui sont présentés, quelle qu'en soit la provenance.

Article 23 **Règlements des différends**

1. Les différends survenant relativement à l'interprétation et à l'application du présent accord sont réglés, par les autorités compétentes des Etats contractants.

2. Au cas où il n'est pas possible d'arriver à un règlement par cette voie, le différend est réglé d'un commun accord entre les deux gouvernements.

TITRE VI **DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES**

Article 24 **Dispositions transitoires**

1. Le présent accord n'ouvre aucun droit au paiement de prestations pour une période antérieure à la date de son entrée en vigueur.

2. Les périodes d'assurance accomplies avant l'entrée en vigueur du présent accord sont prises en considération pour la détermination du droit à des prestations s'ouvrant conformément au présent accord. Toutefois il ne peut pas être demandé à un Etat contractant de prendre en considération des périodes d'assurance antérieures à la date la plus ancienne à partir de laquelle des périodes d'assurance peuvent être validées aux termes de sa législation.

3. Le présent accord s'applique aux événements antérieurs à son entrée en vigueur dans la mesure où ces événements sont susceptibles d'ouvrir des droits au regard de la législation mentionnée à l'article 2.

4. Le présent accord n'a pas pour effet de réduire une prestation en espèces pour laquelle un droit est ouvert avant son entrée en vigueur.

5. a) Les décisions prises avant l'entrée en vigueur du présent accord n'ont pas d'effet sur les droits ouverts aux termes de l'accord ;

b) Toute prestation qui n'a pas été liquidée ou qui a été suspendue sous l'empire de la législation interne de l'un ou de l'autre des Etats contractants, mais qui doit être payée en vertu du présent accord, est, à la demande de l'intéressé, liquidée ou rétablie à partir de la date d'entrée en vigueur de l'accord sous réserve que les droits antérieurement liquidés n'aient pas donné lieu à un règlement en capital.

c) De même une prestation déjà liquidée à la date d'entrée en vigueur du présent accord, peut, à la demande de l'intéressé, être reliquidée compte tenu des dispositions de celui-ci. La demande doit être déposée dans le délai de 2 ans à compter de la date d'entrée en vigueur de l'accord. La date d'effet de la nouvelle liquidation est fixée à cette même date d'entrée en vigueur.

6. Aux fins d'application du paragraphe 1 de l'article 8 dans le cas des personnes qui ont commencé une période de travail sur le territoire de l'autre Etat contractant avant la date d'entrée en vigueur du présent accord, la période d'activité salariée mentionnée dans ce paragraphe sera censée avoir commencé à cette dernière date. Cependant, le travailleur concerné affilié à cette date à la législation de l'Etat où s'exerce l'activité doit avoir expressément donné son accord pour cesser de relever de cette législation. Dans ce cas, les dispositions de ladite législation relatives au maintien des droits aux prestations des assurances maladie-maternité, invalidité, décès, acquis à la date de sortie d'un régime obligatoire ne s'appliquent pas.

Article 25 **Entrée en vigueur**

1. Les deux Etats contractants se notifieront mutuellement par écrit l'accomplissement de leurs procédures légales et constitutionnelles respectives requises pour l'entrée en vigueur du présent accord.

2. Le présent accord entrera en vigueur le premier jour du troisième mois qui suivra la date de réception de la dernière notification.

Article 26

Durée de validité et garantie des droits acquis et en cours d'acquisition

1. Le présent accord demeurera en vigueur jusqu'à la fin de l'année civile suivant celle au cours de laquelle l'un des Etats contractants aura notifié par écrit sa dénonciation à l'autre Etat contractant.

2. En cas de dénonciation du présent accord, les droits acquis aux termes de cet accord sont maintenus. Les Etats contractants concluront des arrangements concernant les droits en cours d'acquisition.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leur Gouvernement respectif, ont signé le présent accord.


Fait à Paris le 6 décembre 2004 en deux exemplaires en langues française et coréenne, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement
de la République française



Michel Barnier
Ministre des affaires étrangères

Pour le Gouvernement
de la République de Corée



BAN Ki-moon
Ministre des affaires étrangères
et du commerce extérieur

[KOREAN TEXT – TEXTE CORÉEN]

㉔

프랑스공화국 정부와 대한민국 정부간의
사회보장에 관한 협정

프랑스공화국 정부와 대한민국 정부는,
사회보장분야에 있어서의 양국간 관계를 규율하기를 희망하여,
다음과 같이 합의하였다.

제 1 부 일반 규정

제 1 조 정 의

이 협정의 목적상

1. “일방체약당사국의 영역”이라 함은 국제법에 따라, 프랑스에 있어서는 프랑스 영해와 생물학적 또는 무생물학적 천연자원에 대한 관리, 보존, 탐사, 활용의 목적상 프랑스의 주권이 미치는 그 영해 밖의 지역을 포함한 프랑스공화국의 유럽소재도(道)와 해외도(道)를 말하며, 한국에 있어서는 대한민국 영해와 대한민국의 주권 또는 관할권이 미치는 그 영해 밖의 부속해역을 포함한 대한민국의 영역을 말한다.
2. “국민”이라 함은, 프랑스에 있어서는 프랑스 국적을 가진 자를 말하며, 한국에 있어서는 국적법에 정의된 대한민국 국민을 말한다.
3. “근로자”라 함은, 프랑스에 있어서는 프랑스의 사회보장법령상 급여를 받는 활동이나 그와 유사한 활동을 하는 자를 말하며, 한국에 있어서는 사회보장법령상 근로자로 인정되는 모든 자를 말한다.
4. “자영자”라 함은, 프랑스와 한국의 사회보장법령의 취지에서 자영자로 정의되거나 인정되는 자를 말한다.
5. “법령”이라 함은, 제2조에 명시된 법과 시행규정을 말한다.

6. “권한있는 당국”이라 함은, 프랑스에 있어서는 제2조제1항가목에 명시된 법령들의 시행을 각각 담당하는 장관들을 말하며, 한국에 있어서는 제2조제1항나목에 명시된 법령들의 시행을 각각 담당하는 장관들을 말한다.
7. “실무기관”이라 함은, 프랑스에 있어서는 제2조제1항가목에 명시된 법령들의 전부 또는 일부에 대해 적용을 담당하는 당국 또는 조직을 말하고, 한국에 있어서는 제2조제1항나목에 명시된 법령의 전부 또는 일부에 대해 적용을 담당하는 당국 또는 조직을 말한다.
8. “가입기간”이라 함은, 그 가입기간이 완성되었거나 완성된 것으로 보는 법에 의하여 가입기간으로 정의되는 보혐료 납부기간이나 그 법에 의하여 가입기간에 상응하다고 인정되는 유사기간을 말한다. 이미 반환일시금을 지급한 기간은 더 이상 가입기간으로 보지 아니한다.
9. “급여”라 함은, 어느 한 계약당사국의 법령에 규정된 기여제 성격의 현금 또는 현물 급여를 말한다.
10. “무국적자”라 함은 1954년 9월 28일의 무국적자의지위에관한뉴욕협약 제1조에 무국적자로 규정된 자를 말한다.
11. “난민”이라 함은 1951년 7월 28일의 난민의지위에관한제네바협약 제1조 및 1967년 1월 31일의 동 협약의정서에 의하여 난민으로 규정된 자를 말한다.
12. “공식언어”라 함은, 프랑스에 있어서는 프랑스어를 말하며, *한국에 있어서는 한국어를 말한다.
13. 이 조에서 정의되지 아니한 모든 용어는 적용 법령에서 그에 부여된 의미를 갖는다.

제 2 조 적용의 물적 범위

1. 이 협정은 아래와 같이 적용된다.

가. 프랑스에 있어서는,

- (1) 사회보장 조직 제정 법령
- (2) 비농업피용자 및 농업피용자에게 적용되는 사회보험제도 제정 법령
- (3) 산재 및 직업병의 예방과 보상에 관한 법령, 농업자영자를 위한 산재와 직업병에 대한 보험에 관한 법령
- (4) 가족급여에 관한 법령
- (5) 공무원에 대한 특별제도를 제외하고 위 법령에 의하여 적용되는 급여 및 위험과 관련한 특별사회보장제도에 관한 법령
- (6) 비농업자영자에 대한 질병 및 출산보험에 관한 법령과 농업자영자에 대한 질병 및 출산보험에 관한 법령
- (7) 비농업자영자에 대한 노령수당 및 노령보험에 관한 법령, 목사와 성직자에 대한 노령 및 장애보험에 관한 법령, 변호사에 대한 노령 보험에 관한 법령 및 농업자영자에 대한 노령보험에 관한 법령

나. 한국에 있어서는,

- (1) 국민연금법
- (2) 산업재해보상보험법
- (3) 국민건강보험법

2. 프랑스 법령과 관련하여 당사자들이 주도하여 제정할 수 있는 보충 퇴직 연금보험제도와 단체협약 규정은 이 협정에서 제외된다.

3. 이 조 제1항가목 (2)와 (3)의 예외로서 이 협정은 프랑스 영역 밖에서 근로하거나 근로를 했던 프랑스 국민이 임의보험에 가입할 수 있는 권리를 규정한 프랑스 법령의 규정에 적용하지 아니한다.
4. 이 협정은 제1항에 규정된 법령을 수정 또는 보충하는 입법에도 적용되나, 신규 수급자 범위를 정하는 일방체약당사국의 장래 입법에 대하여는 일방체약당사국의 권한있는 당국이 신규입법의 공포일부터 3월 내에 타방체약당사국의 권한있는 당국에게 그에 반대하는 서면통지를 하지 아니하는 경우에만 적용된다.
5. 이 협정이 달리 규정하지 아니하는 한, 제1항에 규정된 법령은 유럽 공동체설립조약에 따른 사회보장법령 또는 각 체약당사국과 제3국간에 발효될 수 있는 그 밖의 국제협정 또는 이들의 구체적인 시행을 위하여 공포된 법령이나 시행규정을 포함하지 아니한다.

제 3 조 적용의 인적 범위

이 협정이 달리 규정하지 아니하는 한, 이 협정은 아래의 자에게 적용된다.

가. 제1조에 규정되고, 제2조에 명시된 법령을 적용받고 있거나 적용 받았던 근로자와 자영자 - 국적과 관계 없음 - 난민 또는 무국적자

나. 가목에 규정된 자의 피부양자 및 유족

제 4 조 동등대우

1. 일방체약당사국의 법령을 적용받고 있거나 적용받았으면서 타방체약당사국의 영역 안에 거주하고 있는 어느 일방체약당사국의 국민, 난민, 무국적자는 그의 피부양자와 함께 동 협정에 특별규정을 두지 아니하는 한 제2조에 규정된 타방체약당사국의 법령 적용에 있어 타방체약당사국의 국민과 동등대우를 받는다.
2. 상기 규정에도 불구하고, 한국에 거주하는 프랑스국민의 한국국민건강보험에의 가입은 임의이다.

제 2 부 적용법령에 관한 규정

제 5 조

근로자에 관한 일반 규정

1. 일방체약당사국의 영역에서 고용된 근로자는 그가 일방체약당사국의 영역에 거주하지 아니하거나 또는 그 사업장이나 그를 고용하고 있는 사용자가 일방체약당사국의 영역에 본사나 주소를 두고 있지 아니하더라도 그 일방체약당사국의 법령만 적용받는다.
2. 어느 일방체약당사국의 국제항공운송을 담당하는 공공 또는 민간기업의 승무원은 본사가 소재한 체약당사국의 법령만을 적용받는다. 그러나 위 기업이 본사가 소재한 지역 외의 영역에 지사 혹은 출장소를 두어 고용된 자는 해당 지사 혹은 출장소가 소재한 국가의 법령을 적용받는다.

제 6 조

자영자에 관한 일반 규정

일방체약당사국의 영역 안에서 사업을 수행하는 자영자는 그가 일방체약당사국의 영역에 거주하지 아니하는 경우에도 그 체약당사국의 법령을 적용받는다.

제 7 조

외교 및 영사직원, 공무원 및 그 밖의 국가기관 종사자

1. 이 협정은 1961년 4월 18일의 외교관계에관한비엔나협약 또는 1963년 4월 24일의 영사관계에관한비엔나협약에 영향을 미치지 아니한다.
2. 타방체약당사국의 영역에서 일방체약당사국의 정부에 의하여 고용되었으나 이 조 제1항에 언급된 협약에 의하여 타방체약당사국의 법령 적용이 면제되지 아니하는 일방체약당사국의 국민은 일방체약당사국의 법령만을 적용받는다. 이 항의 목적상 일방체약당사국에 의한 고용은 공무원, 군인 및 그에 준하는 자, 일방체약당사국의 정부나 산하기관의 근로자가 타방체약당사국의 영역에서 업무를 수행하는 경우를 포함한다. 이 항의 적용을 위하여, 한국 정부에 의한 고용은 한국의 지방정부에 의한 고용도 포함한다.

제 8 조

파견근로자 규정

1. 일방체약당사국의 영역에 설립된 사업장에 고용된 근로자로서 사용자에 의하여 동 사용자를 위한 업무를 수행하기 위하여 타방체약당사국에 파견된 근로자는 총 36월을 초과하지 아니하는 범위 내에서 총 파견근무기간 동안에 일방체약당사국의 영토에서 그 활동을 수행하는 것처럼 모든 위험분야에 있어서 일방체약당사국의 제2조에 명시된 사회보장에 관한 법령을 적용받는다.

2. 그러나 동일한 사용자를 위한 근무기간이 연장되어 이 조 제1항에서 언급된 파견기간을 초과하는 경우, 양 체약당사국의 권한있는 당국이나 당국이 지정한 실무기관이 상호 동의하는 경우, 일방체약당사국의 법령 적용기간이 36월의 한도 내에서 연장될 수 있다.
3. 위 항에 언급된 규정은 그 사용자에 의하여 일방체약당사국으로부터 제3국에 파견되고, 그 후에 동일한 사용자에 의하여 제3국으로부터 타방체약당사국의 영역으로 파견된 근로자에게도 적용된다.

제 9 조

제5조 내지 제8조에 대한 예외 규정

당사자가 일방체약당사국 법령의 적용을 받는다면, 양 체약당사국의 권한있는 당국 또는 당국이 지정한 실무기관은 공동합의로 특정인 또는 특정범주의 사람들에 대하여 이 부의 규정에 대한 예외를 규정할 수 있다.

제 10 조

프랑스에 파견된 한국근로자의 의료보험 및 산재보험 가입의무

이 협정의 제8조와 제9조에 언급된 근로자의 파견은, 파견고용주나 근로자인 프랑스의 고용주가 파견국의 영역에서 체류하는 전 기간동안 근로자 및 피부양자를 위한 입원비를 포함하여 의료비의 부담을 보증하는 보험에 가입한다는 조건하에서만 유효하다.

한국 산재보험제도에 명시된 직업병 및 산재에 대한 보험수혜권이 없는 근로자의 경우에는 별도의 보험가입 사실을 증명하여야 한다. 그러한 보험이 부재하는 경우에는 이 협정 제5조의 규정이 적용된다.

제 3 부 장에, 노령, 유족급여에 관한 규정

제 1 장

공통 규정

제 11 조

합 산

1. 일방체약당사국 법령이 급여수급권의 취득 및 유지를 가입기간, 가입등록기간 또는 고용기간 완성에 따르도록 하는 경우, 그 일방체약당사국 실무기관은 타방체약당사국 법령에 의하여 완성된 가입기간, 가입등록기간 또는 고용기간이 일방체약당사국 법령에 의하여 완성된 가입기간, 가입등록기간 또는 고용기간과 각각 중복되지 아니할 것을 조건으로 타방체약당사국 법령에 의하여 완성된 가입기간, 가입등록기간 또는 고용기간이 일방체약당사국 실무기관이 적용하는 법령에 의하여 완성된 것으로 본다.
2. 가입기간이 특정 직종이나 고용에서 완성되는 것을 조건으로 하여 일방체약당사국의 법령이 특정급여를 지급하는 경우, 타방체약당사국의 법령에 의하여 완성된 가입기간은 동일한 직종이나 고용에서 완성되었을 경우에 한하여 그 급여의 수급권 취득시 고려된다.

제 12 조

급여의 지급

1. 일방체약당사국의 법령에 의하여 취득된 급여는 그 당사자가 어느 일방체약당사국 영역에 더 이상 거주하지 아니하는 경우에도 당사자에게 직접 지급된다.

2. 장애, 노령, 유족에 관한 현금 급여와 산업재해 및 직업병 급여, 사망 보조금은 타방채약당사국의 영역에 거주한다는 이유만으로 권리가 제한되거나 감액, 변경, 중단, 취소 또는 권리상실이 되지 아니한다.
 3. 일방채약당사국의 법령에 따라 지급되는, 제2항에 명시된 급여는 제3국의 영역에 통상적으로 거주하는 타방채약당사국의 국민에게도 제3국의 영역에서 거주하는 일방채약당사국의 국민에게 지급되는 것과 동일한 조건으로 지급된다.
- *
4. 이 협정에 따라 실무기관에 의하여 지급될 급여는 그 지급을 하는 채약당사국의 통화로 지급될 수 있다.

제 2 장

프랑스에 관한 규정

제 13 조

장애, 노령 및 유족급여

- 청 산 -

1. 양 채약당사국의 법령에 계속적으로 또는 교대로 적용되었던 근로자 또는 자영자에 대한 급여나 그자의 유족에 대한 급여는 실무기관에 의하여 다음과 같은 방법으로 결정된다.

가. 급여수급권을 취득하기 위하여 실무기관에 의하여 적용되는 법령에서 요구되는 요건이 이 협정 제11조의 규정을 적용하지 아니하고도 충족되는 경우 그 실무기관은 지급하여야 할 급여액을 아래와 같이 산정하여 그 가운데 더 많은 급여를 당사자에게 지급한다.

- 적용 법령만의 규정에 따른 산정
- 아래 나목에 따른 산정

나. 급여수급권을 취득하기 위하여 실무기관에 의하여 적용되는 법령에서 요구되는 요건이 이 협정 제11조의 규정을 적용하여야 충족되는 경우, 그 실무기관은 양 계약당사국의 법령에 의하여 완성된 모든 가입기간이 청산일에 그 실무기관이 적용하는 법령에 의하여 완성된 것으로 보아 당사자가 청구할 수 있는 가상급여액을 산정한다.

그 후 실무기관은 상기 가상급여액을 기준으로 양 계약당사국 법령에 의하여 위험발생 이전에 완성된 총 가입기간과 그 실무기관이 적용하는 법령에 의하여 위험발생 이전에 완성된 가입기간과의 비율에 따라 당사자에게 지급되는 실질급여액을 결정한다.

2. 양 계약당사국의 법령에 의하여 완성된 가입기간의 총기간이 완전급여를 수급하기 위하여 실무기관이 적용하는 법령에 의하여 요구되는 최대기간보다 많은 경우, 실무기관은 이 조의 제1항나목 두 번째 문단을 적용하기 위하여 언급된 기간인 총기간 대신에 최대기간을 고려한다.
3. 프랑스의 법령에 의하여 완성된 총가입기간이 1년이 넘지 아닐 경우, 실무기관은 그 기간만으로 급여수급권이 법령에 의하여 설정되는 경우를 제외하고 그 기간에 대하여 급여를 지급할 의무가 없다. 그런 경우 급여수급권은 그 기간만을 기준으로 결정된다. 그럼에도 불구하고 이러한 기간은 한국의 법령에 대한 합산에 의하여 어떤 자의 급여수급권 설정시 고려될 수 있다.

제 14 조
장애, 노령 및 유족급여
- 가입 기간 -

1. 프랑스의 법령이 노령, 유족 또는 장애급여에 대한 수급권을 가입기간이 규정된 기간에 완성되는 것을 조건으로 하여 결정할 경우, 이 요건은 한국의 법령에 의하여 완성된 가입기간이 동일한 기간에 완성되었을 경우 충족된 것으로 본다.
2. 프랑스 법령에 따라 노령, 유족 또는 장애급여의 청산이 가입기간 전부 또는 일부에 대한 평균임금 또는 평균소득을 기준으로 결정될 경우, 급여산정을 위하여 고려되는 평균임금 또는 평균소득은 프랑스 법령에 의하여 완성된 가입기간동안 유지된 임금 또는 소득에 따라 결정된다.

제 15 조

노령 및 유족급여

- 연속청산 -

1. 가입자가 일정시점에서 양 계약당사국의 법령에 의하여 요구되는 연령요건을 충족하지 못하였으나 양 계약당사국중 일방계약당사국만의 연령요건을 충족할 경우, 그 자가 급여수급권을 취득한 법령에 의하여 수급할 연금액은 사안에 따라 제13조제1항가목 또는 나목의 규정에 의하여 산정된다.
2. 제1항의 규정은 가입자가 일정시점에서 양 계약당사국의 노령보험법령에 의하여 요구되는 요건을 충족하였으나 어느 일방계약당사국의 법령에 의하여 급여수급권의 청산을 연기할 수 있도록 한 규정의 선택시에도 역시 적용된다.
3. 타방계약당사국의 법령에 의하여 요구되는 연령요건이 충족되었거나, 가입자가 일방계약당사국의 법령에 의하여 연기했던 수급권 청산을 요청할 경우, 지급될 급여는 사안에 따라 제13조제1항가목 또는 나목의 요건에 의하여 위 법령에 의하여 청산된다.

제 3 장
대한민국에 관한 규정

제 16 조
급 여

1. 장애급여나 유족급여를 수급하기 위하여, 보험사고가 발생했을 때 가입중이어야 한다는 한국 법령의 요건은 그 자가 한국 법령에 따른 보험사건이 발생한 기간에 프랑스 법령의 동일한 위험에 대한 보험에 가입되어 있는 경우 이를 충족한 것으로 본다.
2. 제11조 제1항과 제2항 및 이 조 제1항의 규정은 그 자가 한국 법령에 의한 가입을 최소 12월을 완성한 경우에만 노령, 장애 또는 유족급여 수급권 결정을 위하여 적용한다.
3. 제11조 및 이 조 제1항의 규정에 따라 한국 법령에 의한 노령, 유족 또는 장애급여 수급권을 설정하기 위하여 프랑스 법령에 의한 가입기간이 고려되는 경우, 급여액은 다음과 같이 결정된다.
 - 가. 한국의 실무기관은 우선 양 계약당사국의 법령에 의하여 인정된 총 가입기간이 한국법령에 따라 완성되었을 경우 그 자에게 지급되었을 금액과 동일한 연금액을 산정한다. 그 연금액을 결정하기 위하여 한국의 실무기관은 한국법령에 의하여 가입되었던 동안 그 자의 평균 표준월소득액을 고려한다.
 - 나. 한국의 실무기관은 가목에 따라 산정된 연금액을 기초로 한국 법령에 의한 가입기간과 양 계약당사국의 법령에 의한 총 가입기간의 비율에 비례하여 한국법령에 따라 지급될 부분급여를 산정한다.

4. 반환일시금은 한국 국민에게 지급되는 것과 동등한 조건으로 타방체 약당사국의 국민에게 지급된다.
5. 한국 법령의 규정에 따라 가입자가 본인이 납부하여야 할 보험료를 납부하지 아니한 경우 장애 및 유족급여의 지급을 제약하고자 하는 규정은 제11조의 규정에도 불구하고 한국 법령의 규정만을 고려하여 적용된다.

제4부 프랑스 가족급여에 관한 규정

제 17 조

파견근로자를 위한 가족급여

제8조와 제9조의 규정에 따라 프랑스 사회보장제도의 적용을 받으면서 한국에 파견된 근로자는 동반 자녀들에 대하여 이 협정의 행정약정에 열거되어 있는 프랑스 가족급여를 취득한다.

제5부 보칙 규정

제 18 조

송금보장

외환에 관한 어떤 국내 규정에도 불구하고, 양국 정부는 근로자 및 자영자에 관한 이 협정 또는 어느 일방체약당사국의 국내 법령에 의한 사회보장 운영, 특히 임의보험 및 보충퇴직제도와 관련된 모든 재정 해결에 상응하는 금액의 자유로운 이전을 방해하지 아니하도록 상호 이행한다.

제 19 조 급여수급권 보호

1. 이 협정의 규정은 협정 발효일 이후에 제출된 급여청구에만 적용된다.
2. 청구자가 일방체약당사국의 실무기관에 서면급여청구서를 제출하면 서 그 청구가 그 일방체약당사국의 법령에 따른 급여에 한정되도록 명시적으로 요청하지 아니한 경우, 청구인이 타방체약당사국의 법령에 적용되었음을 나타내는 정보를 제공하면 그 청구는 타방체약당사국의 법령에 따른 청구권자의 권리도 보호한다.

제 20 조 청구서, 이의신청서, 서류의 제출

일방체약당사국의 실무기관에 정하여진 기간내에 그 법령에 따라 제출되어야 하는 청구서, 이의신청서 또는 그 밖의 서류가 타방체약당사국의 실무기관 또는 연락기관에 동일 기간내에 제출된 경우 인정된다. 그 경우 청구서, 이의신청서 또는 서류를 제출받은 실무기관 또는 연락기관은 그 서류에 접수일을 표기하여 지체없이 타방체약당사국의 실무기관 또는 연락기관에 송부하여야 한다.

제 21 조 상호협력 및 행정약정

1. 양 체약당사국의 권한있는 당국과 실무기관은 각자의 권한 범위내에서 이 협정을 시행하는 데 있어 상호 협조한다. 협조는 행정약정에서 합의된 예외사항을 제외하고는 무료로 한다.

2. 양 체약당사국의 권한있는 당국은,
 - 가. 이 협정의 시행을 위하여 행정약정과 필요한 모든 그 밖의 행정 약정을 체결한다.
 - 나. 이 협정의 시행을 위하여 취하여진 조치사항에 관한 모든 정보를 * 상호 통보한다.
 - 다. 이 협정의 시행에 영향을 미칠 수 있는 각자의 법령 변경과 관련한 다른 모든 정보를 가능한 한 상호 조속히 통보한다.
3. 연락기관은 이 협정의 시행을 위한 행정약정에서 지정된다.

제 22 조

상호교신, 수수료면제 및 문서 인증

1. 양 체약당사국의 권한있는 당국과 실무기관은 이 협정의 시행을 위하여 필요한 때에는 기관간 직접적으로 서로 교신할 수 있으며, 거주지에 관계없이 개인과 직접적으로 교신할 수 있다. 교신은 송부자의 언어로 한다.
2. 청구서나 서류가 타방체약당사국의 공식언어로 작성되었다는 이유만으로 거절하지 못한다.
3. 일방체약당사국의 국내법이 달리 요구하지 아니하는 한, 이 협정에 따라 타방체약당사국에 의하여 일방체약당사국에 제공된 개인에 관한 정보는 이 협정을 시행하는 목적으로만 사용된다. 일방체약당사국에 의하여 접수된 이러한 정보는 사생활 및 개인정보 비밀의 보호를 위한 그 일방체약당사국의 국내법의 지배를 받는다.

4. 일방체약당사국의 법령에 따라 제출된 서류에 대한 일방체약당사국의 법령에 의한 조세, 인지세 또는 그 밖의 비용의 면제 또는 감액은 이 협정에 따라 타방체약당사국의 권한있는 당국이나 실무기관에 제출된 상응하는 서류에도 적용된다.
5. 이 협정의 목적을 위하여 타방체약당사국의 권한있는 당국과 실무기관에 제출된 서류 및 증명서는 외교 또는 영사기관에 의한 인증이나 공증요건으로부터 면제된다.
6. 일방체약당사국의 실무기관에 의하여 사실이며 정확한 사본으로 확인된 서류의 사본은 추가 확인 절차없이 타방체약당사국의 실무기관에 의하여 사실이며 정확한 것으로 받아들여진다. 각 체약당사국의 실무기관은 출처에 관계없이 자신에게 제출된 증거물의 입증가치에 대한 최종 판단자가 된다.

제 23 조

분쟁해결

1. 이 협정의 해석이나 적용에 관한 모든 분쟁은 양 체약당사국의 권한 있는 당국에 의하여 해결한다.
2. 이러한 방법에 의하여 해결되는 것이 불가능할 경우 분쟁은 양국 정부간의 상호 합의에 의하여 해결한다.

제6부 경과 및 종결규정

제 24 조

경과규정

1. 이 협정은 협정 발효일 이전의 기간에 대한 급여의 지급에 관한 어떠한 권리도 설정하지 아니한다.
2. 이 협정에 의한 급여수급권을 결정할 때 이 협정 시행일 이전에 완성된 가입기간은 고려된다. 그러나 어느 일방체약당사국도 그 당사국의 법령에 의하여 가입기간으로 인정될 수 있는 최초일 이전에 완성된 가입기간은 고려하지 아니한다.
3. 이 협정은 제2조에 규정된 법령에 의하여 수급권을 발생시키는 사건의 범위내에서 협정 발효일 이전의 사건에 대하여 적용된다.
4. 이 협정의 발효일 이전에 수급권이 설정된 현금급여액은 감소되어서는 아니된다.
5. 가. 이 협정 발효일 이전에 행하여진 결정은 이 협정에 따라 발생하는 권리에 영향을 주지 아니한다.
나. 어느 일방체약당사국의 국내법에 의하여 청산되지 아니하였거나 중단되었으나 이 협정에 따라 지급되어야 하는 급여는, 이전에 청산된 권리가 현금 지급을 초래하지 아니하였다는 조건하에, 관련 당사자의 요청에 의하여 이 협정 발효일부터 결정되거나 복원된다.
다. 이 협정 발효일 이전에 청산된 급여도, 관련당사자의 요청에 의하여, 이 협정의 규정에 따라 재청산될 수 있다. 이 때 재청산 요청은 협정의 발효일부터 2년내에 하여야 한다. 재청산의 지급사유 발생일자는 발효일을 기준으로 정하여진다.
6. 이 협정 발효일 이전 타방당사국의 영역에서 근로기간이 시작된 자의 경우 제8조제1항의 규정을 적용함에 있어 이 항에 언급된 근로할

동기간은 발효일에 시작된 것으로 본다. 다만, 발효일에 타방체약당사국의 법령의 적용을 받고 근로활동을 하고 있는 해당 근로자가 타방체약당사국의 법령의 적용을 받지 아니하겠다는 의사를 명백히 밝히는 경우에 한한다. 이 경우 근로자가 타방체약당사국의 강제보험규정에서 탈퇴한 날에 취득된 의료, 출산, 장애, 사망보험급여권을 유지할 수 있도록 보장하는 위 법령상의 규정은 적용되지 아니한다.

제 25 조

발 효

1. 양 체약당사국의 정부는 이 협정의 발효를 위한 모든 법률상, 헌법상의 절차를 완료하였음을 서면으로 상호 통보한다.
2. 이 협정은 최종 통보받은 날이 속하는 달의 다음 세 번째 달의 초일에 발효한다.

제 26 조

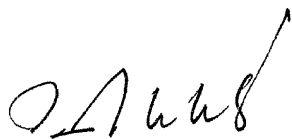
존속기간 및 취득 또는 취득중인 권리보장

1. 이 협정은 일방체약당사국이 타방체약당사국에 서면으로 이 협정의 종료를 통보한 연도의 다음 연도 말까지 유효하다.
2. 이 협정이 종료되는 경우에도 이 협정에 따라 취득된 권리는 존속되며, 양 체약당사국은 취득중인 권리를 처리할 약정을 체결한다.

이상의 증거로 아래 서명자는 각기 그들 각자의 정부로부터 정당히 권한을 위임받아 이 협정에 서명하였다.

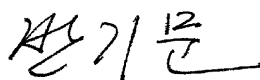
2004년 12월 6일 파리에서 동등히 정본인 프랑스어 및 한국어로 각 2부씩 작성하였다.

프랑스공화국 정부를 대표하여



Michel Barnier
외교부장관

대한민국 정부를 대표하여



반기문
외교통상부장관

[TRANSLATION – TRADUCTION]

AGREEMENT ON SOCIAL SECURITY BETWEEN THE GOVERNMENT
OF THE FRENCH REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF THE RE-
PUBLIC OF KOREA

The Government of the French Republic and the Government of the Republic of Ko-
rea,

Desirous of regulating the relations between the two States on the subject of Social
Security,

Have agreed as follows:

TITLE I. GENERAL PROVISIONS

Article 1. Definitions

For the purpose of the present Agreement:

1. "Territory" of a designated Contracting State, in accordance with international
law, means:

As regards France, the European and overseas departments of the French Republic,
including their territorial waters as well as the zone beyond the territorial seas on which
France may exercise its sovereign rights of exploration and exploitation, conservation
and the management of biological and non-biological natural resources.

As regards Korea, the territory of the Republic of Korea, including the territorial wa-
ters as well as the zone situated beyond the territorial seas over which the Republic of
Korea may exercise its sovereign rights or jurisdiction.

2. "National" means:

As regards France, a person of French nationality;

As regards Korea: a national of the Republic of Korea, as defined in the law on na-
tionality.

3. "Employee" or "employed person" (travailleur salarié), in the case of France, re-
fers to a person exercising a salaried (wage-earning) or similar activity in the sense of
French Social Security legislation, and in the case of Korea, a person recognized as an
employee in the sense of Korean Social Security legislation.

4. "Self-employed person" (travailleur non salarié) means a person defined or rec-
ognized as self-employed in the sense of French or Korean Social Security legislation.

5. "Legislation" means the laws and regulations specified in article 2.

6. "Competent authority" means:

As regards France, the ministers responsible in their individual capacity for imple-
mentation of the laws specified in paragraph 1 a) of article 2;

As regards Korea, the ministers responsible in their individual capacity for implementation of the laws specified in paragraph 1 b) of article 2.

7. "Competent institution" means:

As regards France, the administration or agency responsible for applying, in whole or in part, the laws mentioned in paragraph 1a) of article 2.

As regards Korea, the administration or agency responsible for applying, in whole or in part, the laws mentioned in paragraph 1b) of article 2.

8. "Period of coverage" means any period of payment of contributions defined as a period of coverage by the laws under which such period has been completed or is deemed as having been completed, or any similar period insofar as it is recognized by such laws as equivalent to a period of coverage. The period already taken into account by the payment of contributions is not deemed a period of coverage.

9. "Benefit" means any contributory benefit in cash or in kind provided for in the laws of either Contracting State.

10. "Stateless person" means a person defined as a stateless person in Article 1 of the New York Convention relating to the Status of Stateless Persons dated 28 September 1954.

11. "Refugee" means a person defined as a refugee in Article 1 of the Geneva Convention relating to the Status of Refugees dated 28 July 1951 and the Protocol to that Convention dated 31 January 1967.

12. "Official language" means for France the French language and for Korea the Korean language.

13. Any term not defined in this Article shall have the meaning assigned to it in the applicable laws.

Article 2. Material scope of application

1. The present Agreement is applicable:

a) As regards France, to

- i) laws establishing the organization of social security;
- ii) laws establishing the social insurance system for
 - non-agricultural employees,
 - agricultural employees;
- iii) laws on prevention and compensation of occupational accidents and illnesses, laws on insurance against occupational accidents and illnesses for self-employed persons in agricultural occupations;
- iv) laws on family benefits;
- v) laws concerning special social security systems to the extent they relate to the risks or benefits covered by the laws enumerated in the preceding clauses, but excluding the special system for civil servants;
- vi) laws concerning health and maternity insurance for non-agricultural self-employed workers and laws concerning health and maternity insurance for agricultural self-employed workers;

- vii) laws concerning old-age allowances and old-age insurance for non-agricultural self-employed workers, laws concerning old-age and disability insurance for clergymen and members of religious orders, laws concerning old-age and disability insurance for attorneys, and laws concerning old-age insurance for agricultural self-employed workers.
- b) As regards Korea, to:
 - i) the laws concerning national pensions;
 - ii) the laws concerning compensation for workplace accidents;
 - iii) the laws concerning public health insurance.

2. As regards French laws, this Agreement excludes the provisions of collective contracts and schemes the creation of which is left to the initiative of the persons concerned with respect to supplementary retirement benefits.

3. Notwithstanding paragraph 1.a (ii) and (iii) of this Article, this Agreement shall not apply to provisions of French laws which extend to French nationals who work or have worked outside French territory the right to enroll in voluntary insurance.

4. This Agreement shall also apply to legislation which amends or supplements the laws specified in paragraph 1; however, it shall apply to future legislation of a Contracting State which creates new categories of beneficiaries only if the Competent Authority of that Contracting State does not notify the Competent Authority of the other Contracting State in writing within three months of the date of the official publication of the new legislation that no such extension of the Agreement is intended.

5. Unless otherwise provided in this Agreement, laws within the meaning of paragraph 1 shall not include Regulations on Social Security implementing the Treaties establishing the European Communities or other international agreements which may be in force between either Contracting State and a third State, or laws or regulations promulgated for their specific implementation.

Article 3. Personal scope of application

Unless otherwise provided, this Agreement shall apply to:

- a) employed and self-employed persons, regardless of their nationality, and to refugees or stateless persons as defined in article 1, who are or have been subject to the laws stipulated in article 2, and
- b) the dependents and survivors of the persons mentioned in item (a).

Article 4. Equality of treatment

1. Nationals of one of the Contracting States, refugees and stateless persons who are or who have been subject to the laws of either Contracting State and who reside within the territory of the other Contracting State shall, together with their dependents, receive equal treatment with the nationals of the other Contracting State in the application of the laws of the other State, as defined in article 2, subject to the particular provisions contained in this Agreement.

2. Enrolment in the Korean public health insurance system, however, shall be optional for French nationals residing in Korea.

TITLE II. PROVISIONS RELATING TO APPLICABLE LAWS

Article 5. General rules concerning employed persons

1. Persons employed within the territory of one of the Contracting States shall be subject to the laws of only that Contracting State, even if they do not reside in the territory of that State or if the headquarters or domicile of their employer is not in the territory of that State.

2. Persons employed in a public or private international air transport enterprise of one of the Contracting States shall be subject to the laws of only the Contracting State where the enterprise is headquartered. However, persons employed by a branch or a permanent representative office owned by that enterprise in that territory, other than its headquarters, shall be subject to the laws of the State in which that branch or permanent representative office is located.

Article 6. General rules concerning self-employed persons

Persons who are self-employed in the territory of one Contracting State shall be subject to the laws of only that Contracting State even if they do not reside in the territory of that State.

Article 7. Diplomatic and consular personnel Civil servants and other categories of State officials

1. This Agreement shall not affect the provisions of the Vienna Convention on Diplomatic Relations of 18 April 1961, or of the Vienna Convention on Consular Relations of 24 April 1963.

2. Nationals of one of the Contracting States who are employed by the Government of that Contracting State in the territory of the other Contracting State but who are not exempt from the laws of the other Contracting State by virtue of the Conventions mentioned in paragraph 1 shall be subject to the laws of only the first Contracting State. For the purpose of this paragraph, employment by the government of one Contracting State includes employment of civil servants or military personnel or persons treated as such as well as employees in the service of the government of that Contracting State or of an agency thereof, in the territory of the other Contracting State.

For the purpose of this paragraph, employment by the Korean government includes employment by the local authorities of the Republic of Korea.

Article 8. Rules concerning the assignment of employees

1. Employees of an enterprise headquartered in the territory of one Contracting State who are sent by their employer to work for its account in the territory of the other Con-

tracting State for a term not expected to exceed 36 months in total shall remain subject, for all risks during the period of assignment, to the first Contracting State's Social Security laws mentioned in article 2, as if they were performing the activity in the territory of that State.

2. However, if the duration of the same employee's work extends beyond the initially expected term mentioned in paragraph 1 of this article, the laws of the first Contracting State shall remain applicable for a new period of 36 months, by mutual agreement of the two States' competent authorities or of the agencies designated by them for this purpose.

3. The provisions of the preceding paragraphs shall apply also to employees who are sent by their employer from a Contracting State to the territory of a third State and who are then sent by the same employer from that third State to the territory of the other Contracting State.

Article 9. Exceptions to the provisions of articles 5 to 8

The competent authorities of the two Contracting States, or the institutions they may delegate, may by mutual agreement grant exceptions to the provisions of this article in favour of a person or a category of persons, provided such persons are subject to the legislation of one Contracting State.

Article 10. Occupational health and accident insurance obligations for employees sent from Korea to work in France

The assignment of an employee as described in articles 8 and 9 of this Agreement shall be valid only if the sending employer or the receiving employer takes out insurance guaranteeing to the employee, and the employee's accompanying dependants, full coverage of medical expenses, including hospitalization, during the length of the employee's stay in the territory of the receiving State.

Similarly, in the case of an employee who is not insured against the occupational accidents and illnesses covered by the Korean occupational accident system, the employer must demonstrate that the employee is covered by other insurance. In the absence of such insurance, the provisions of article 5 of this Agreement shall apply.

TITLE III. PROVISIONS CONCERNING DISABILITY, OLD-AGE AND SURVIVORS' BENEFITS

CHAPTER 1. COMMON PROVISIONS

Article 11. Totalization

1. Where the laws of one Contracting State make the commencement or maintenance of the right to benefits conditional upon the completion of periods of coverage, registration or employment, the competent institution of that State shall take into account the periods of coverage, registration or employment completed under the laws of the other

Contracting State as if they had been completed under the laws applied by that institution, provided those periods do not overlap.

2. If in application of the laws of one of the two States, the granting of certain benefits is conditional upon completion of the periods of coverage in a given occupation or employment, the periods of coverage acquired by virtue of the laws of the other State shall be taken into account for determining the commencement of the right to these benefits only if they have been completed in the same occupation or the same employment.

Article 12. Payment of benefits

1. The benefits due under the laws of a Contracting State shall be paid directly to the persons concerned, even if they no longer reside in the territory of either Contracting State.

2. Cash payments of disability, old-age or survivors' benefits, pensions for occupational accidents and illnesses, and death allowances shall not be subject to any restriction on entitlement or any reduction, modification, suspension, termination, or forfeiture solely because the interested person resides in the territory of the other Contracting party.

3. The benefits mentioned in paragraph 2 above, granted pursuant to the laws of one Contracting State, shall be paid to nationals of the other Contracting State who normally reside in the territory of a third State, under the same conditions as to nationals of the first Contracting State resident in the territory of a third State.

4. The institutions responsible for paying benefits by virtue of this Agreement may make such payments in the currency of their State.

CHAPTER 2. PROVISIONS RELATING TO FRANCE

Article 13. Award of disability, old-age and survivors' benefits

1. The competent institution shall award the benefits of employees or self-employed persons who have been subject successively or alternately to the laws of the two Contracting States, or to the survivors of such persons, in the following manner:

a) When the conditions required in the laws applied by the competent institution for entitlement to benefits are satisfied without the need to invoke the provisions of article 11 of this Agreement, that institution shall calculate the amount of the benefit due:

- first, by virtue of the provisions of those laws alone, and secondly,
- in application of the provisions of paragraph b) below,

and shall award the interested person the higher of the two amounts.

b) When the conditions required in the laws applied by the competent institution for entitlement to benefits are satisfied only after invoking the provisions of article 11 of this Agreement, the institution shall calculate the theoretical amount of the benefit to which the interested person would be entitled if all the periods of coverage completed under the laws of the Contracting States had been completed under the laws it applies at the date of the award.

The competent institution shall then establish the actual amount of the benefit payable to the interested person on the basis of the theoretical amount described above, prorating the amount to the duration of the periods of coverage completed before the risk materialized under the legislation it applies as a ratio of the total duration of the periods of coverage completed before the risk materialized under the legislation of the two Contracting States.

2. If the total duration of the periods of coverage completed under the laws of the two Contracting States exceeds the maximum duration required by the laws applied by the competent institution for eligibility to a full benefit, that institution shall take account of that maximum duration instead of the total duration of those periods in applying the provisions of second subparagraph of paragraph 1 b) of this article.

3. If the total duration of the periods of coverage completed under French laws is less than one year, the competent institution is not required to award benefits for those periods unless, by virtue of those periods alone, an entitlement to benefits is acquired pursuant to that legislation. In this case, the benefit shall be awarded as a function of these periods alone. Nevertheless, these periods may be taken into account for establishing rights by totalization, with regard to Korean legislation.

Article 14. Disability, old-age and survivors' benefits

Periods of coverage

1. Where French legislation makes eligibility for the old-age, survivors' or disability benefit conditional upon completion of the coverage periods within a determined timeframe, this condition is deemed met when the periods of coverage completed under Korean legislation have been completed during the same timeframe.

2. Where, pursuant to French legislation, the award of the old-age, survivors' or disability benefit is based on the average salary or income for all or a portion of the period of coverage, the average salary or income considered for calculating the benefit shall be determined in light of the salaries or incomes identified during the period of coverage completed under French legislation.

Article 15. Old-age and survivors' benefits

Successive awards

1. When the insured person does not fulfill, at a given time, the age condition required by the legislation of the two Contracting States, but satisfies the age condition of only one of them, the amount of benefits due under the law that establishes eligibility is calculated in accordance with the provisions of article 13.1 a) or b), as the case may be.

2. The provisions of paragraph 1 are also applicable when the insured person meets, at a given time, the conditions required by the old-age insurance laws of the two Contracting States but has taken advantage of the possibility offered by the laws of one of the Contracting States to defer the benefits to which he is entitled.

3. When the age condition required by the legislation of the other State is fulfilled or when the insured person requests payment of rights deferred under the legislation of one of the Contracting States, the benefit due under that legislation is paid in accordance with article 13.1 a) or b), as the case may be.

CHAPTER 3. PROVISIONS RELATING TO KOREA

Article 16. Benefits

1. In order to be eligible for disability or survivors' benefits, the condition required by Korean law, under which the person must be insured when the covered event occurs, is deemed to be fulfilled if the person has been insured for the same risks under French law.

2. Paragraphs 1 and 2 of article 11 and paragraph 1 of this article shall not apply for establishing rights to old-age, disability and survivors' benefits unless the insured person has completed at least one 12-month coverage period under Korean legislation.

3. If the coverage periods recognized under French legislation are taken into account to determine eligibility for benefits under Korean legislation in accordance with article 11 and paragraph 1 of this article, the benefit shall be calculated as follows:

a) The competent Korean institution shall first calculate a pension amount equal to the amount that would have been due the person if all the periods of coverage recognized under the legislation of both Contracting States had been completed under Korean legislation. To establish the amount of the pension, the Korean institution shall take into account the average normal monthly income of the person when that person was insured under Korean law.

b) The competent Korean institution shall calculate the partial benefits payable in accordance with Korean law, using the pension amount determined pursuant to the paragraph 3 (a) prorated to the duration of the periods of coverage considered pursuant to its own legislation as a ratio of the total periods of coverage considered pursuant to the legislation of both Contracting States.

4. A lump-sum payment shall be made to nationals of the other Contracting State under the same conditions as to Korean nationals.

5. The provisions of Korean legislation limiting the award of disability or survivors' benefits, in cases where the insured person while meeting the other conditions for eligibility has not paid the contributions, shall apply, notwithstanding the provisions of article 11, taking into account the provisions of Korean legislation alone.

TITLE IV. PROVISIONS RELATING TO FRENCH FAMILY ALLOWANCES

Article 17. Family allowances for workers on assignment abroad

Workers covered by the French Social Security system pursuant to articles 8 and 9 who are sent to Korea shall be entitled to French family allowances for their accompany-

ing children, as enumerated in the administrative arrangement for application of this Agreement.

TITLE V. MISCELLANEOUS PROVISIONS

Article 18. Free transfer

Notwithstanding any internal provisions or rules concerning foreign exchange regulations, the two Governments undertake to pose no obstacle to the free transfer of amounts corresponding to the total amount of financial settlements linked to payment of social protection operations, in application either of the present Agreement or of the internal legislation of each State concerning employed or self-employed persons, particularly in terms of voluntary insurance and supplementary pension systems.

Article 19. Protection of the right to benefits

1. The provisions of this Agreement shall apply only to an application for benefits which is filed on or after the date this Agreement enters into force.

2. If an applicant has filed a written application for benefits with the competent institution of one Contracting State and has not specifically restricted the application to benefits under the laws of that State, the application shall also protect the applicant's rights under the laws of the other Contracting State if the applicant provides information at the time of filing indicating that the person who is entitled to the benefits has complied with the laws of the other Contracting State.

Article 20. Submission of applications, appeals or documents

An application, appeal, or other document which according to the laws of a Contracting State must be submitted to a competent institution of that Contracting State within a specified period shall be considered to have been submitted on time if it is submitted within the same period to the competent institution or liaison agency of the other Contracting State. In such case, the competent institution or liaison agency to which the application, appeal, or document has been submitted shall indicate the date of receipt on the document and transmit it without delay to the competent institution or liaison agency of the other Contracting State.

Article 21. Assistance and Administrative Arrangement

1. The competent authorities and institutions of the Contracting States shall, in their respective jurisdiction, use their good offices in the implementation of this Agreement. Such assistance shall be free of charge, save for any exceptions that may be agreed upon in an administrative arrangement.

2. The Competent Authorities of the two Contracting States shall:

a) Conclude an Administrative Arrangement and make such other arrangements as may be necessary for the application of this Agreement;

b) Communicate to each other information concerning the measures taken for the application of this Agreement; and

c) Communicate to each other, as soon as possible, information concerning any changes in their respective laws which may affect the application of this Agreement.

3. Liaison agencies for the implementation of this Agreement shall be designated in the Administrative Arrangement.

Article 22. Correspondence, exemption from duties, and certification of documents

1. The competent authorities and institutions of the Contracting States may correspond directly with each other and with any person, wherever the person may reside, whenever it is necessary for the administration of this Agreement. The correspondence may be in the writer's official language.

2. An application or document may not be rejected because it is in an official language of the other Contracting State.

3. Unless otherwise required by the national laws of a Contracting State, information about an individual which is transmitted in accordance with this Agreement to that Contracting State by the other Contracting State shall be used exclusively for purposes of implementing the Agreement. Such information received by a Contracting State shall be governed by the national laws of that Contracting State on the protection of privacy and confidentiality of personal data.

4. Exemptions from or reductions in taxes or stamp or other fees provided by the laws of one of the Contracting States for documents which must be presented in application of the laws of that State shall be extended to the corresponding documents to be presented to the competent authorities or institutions of the other Contracting State in application of this Agreement.

5. Documents and certificates which are presented to the competent authorities and institutions of the other State for purposes of this Agreement shall be exempted from requirements for authentication or legalization by diplomatic or consular authorities.

6. Copies of documents which are certified as true and exact copies by a competent institution of one Contracting State shall be accepted as true and exact copies by a competent institution of the other Contracting State, without further certification. The competent institution of each Contracting State shall be the final judge of the probative value of the evidence submitted to it from whatever source.

Article 23. Settlement of disputes

1. Disputes arising in connection with the interpretation and application of this Agreement shall be resolved by the competent authorities of the Contracting States.

2. If a resolution cannot be reached in this way, the dispute shall be settled by mutual accord between the two Governments.

TITLE VI. TRANSITIONAL AND FINAL PROVISIONS

Article 24. Transitional provisions

1. This Agreement shall not establish any claim to benefits for any period before its entry into force.

2. Periods of coverage completed before the entry into force of this Agreement shall be taken into account in order to determine the right to benefits under this Agreement, except that neither Contracting State shall be required to take into account periods of coverage occurring prior to the earliest date for which periods of coverage may be credited under its laws.

3. This Agreement shall apply to events which occurred prior to its entry into force insofar as those events may give rise to rights under the laws specified in Article 2.

4. This Agreement shall not result in the reduction of any cash benefit to which entitlement existed prior to its entry into force.

5. (a) Determinations made before the entry into force of this Agreement shall not affect rights arising under it.

(b) Any benefit which was denied or suspended under the domestic law of either Contracting State but which is payable by virtue of this Agreement shall, upon application of the person concerned, be awarded or reinstated upon entry into force of the Agreement, provided that the right to such benefit has not been settled by a lump-sum payment.

(c) Benefit rights which a person acquired prior to the entry into force of this Agreement may be reviewed upon application of the person concerned taking into account the provisions of this Agreement. Such application must be filed within two years after this Agreement enters into force. The effective date of the new entitlement shall be that of this Agreement.

6. For purposes of Article 8, paragraph 1, in the case of persons who began a period of work in the territory of the other Contracting State prior to the effective date of this Agreement, the period of work referred to in that paragraph shall be considered to begin on that effective date. However, a worker affiliated at that date under the laws of the State where the activity is performed must have expressly agreed to be removed from the purview of those laws. In such instance, the provisions of those laws governing the continuance of rights to health, maternity, disability and death benefits acquired at the date of exit from a compulsory regime shall not apply.

Article 25. Entry into force

1. The two Contracting States shall notify each other in writing of the completion of their respective statutory and constitutional procedures required for the entry into force of this Agreement.

2. This Agreement shall enter into force on the first day of the third month following the date the last notification is received.

Article 26. Duration of the Agreement and guarantee of rights acquired and in the process of acquisition

1. This Agreement shall remain in force until the expiration of one calendar year following the year in which written notice of its termination is given by one of the Contracting States to the other Contracting State.

2. If this Agreement is terminated, rights acquired under it shall be retained. The Contracting States shall make arrangements dealing with rights in the process of being acquired.

In witness whereof, the undersigned, being duly authorized thereto by their respective Governments, have signed this Agreement.

Done at Paris on 6 December 2004, in duplicate in the French and Korean languages, both texts being equally authentic.

For the Government of the French Republic:

MICHEL BARNIER
Minister of Foreign Affairs

For the Government of the Republic of Korea:

BAN KI-MOON
Minister of Foreign Affairs and External Trade